

Non Monsieur Le Roux, la santé des pauvres n'est pas un boulet !

Mardi 4 novembre 2014 – Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Le Roux, vient de rendre public un rapport du groupe de travail « compétitivité du transport aérien français ». Ce rapport estime que le secteur du transport aérien « ne peut plus porter (le) boulet » de la contribution au financement de la santé dans les pays pauvres. Coordination SUD appelle le Gouvernement et les députés à rejeter cette proposition.

Lancée en 2006 à l'initiative du Président Chirac avec le soutien des ONG françaises, et reprise par un nombre important d'Etats, la taxe sur les billets d'avions finance directement des programmes de santé. Unitaid, Gavi et le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en sont les bénéficiaires. Rappelons que cette taxe rapporte 210 millions d'euros chaque année.

Ces fonds ont permis l'achat de médicaments, l'investissement dans la recherche de nouveaux traitements et financent directement des programmes de santé dans les pays du Sud. En particulier, Unitaid a permis de décupler l'accès aux médicaments de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en réduisant leur prix jusqu'à 80 %. Ainsi, des enfants, des femmes enceintes et les personnes les plus pauvres peuvent se soigner.

Pour Louis Pizarro, chef de file de la commission Santé de Coordination SUD, et directeur de Solthis, « *Unitaid a fait les preuves de son efficacité. Lui enlever le soutien de la France, qui l'a créé, serait incompréhensible !* »

Cette nouvelle attaque sur les financements innovants destinés à la solidarité internationale se déroule dans un contexte plus global de baisse des crédits de l'aide publique au développement (APD). Déjà réduit à sa portion congrue, le budget de la solidarité internationale subit cette année encore une baisse importante (-2,79 %). Depuis 2012, le budget français d'aide publique au développement (APD) a reculé de près de 20 %, soit près de 640 millions d'euros.

« *L'instauration d'une taxe sur les billets d'avions était un combat de plusieurs années et porté par la France. Sa suppression serait inconcevable. Cette proposition est d'autant plus ahurissante que le budget français pour la solidarité internationale est déjà en forte baisse et que le Gouvernement se félicite dans le même temps de promouvoir des financements innovants* », s'indigne Christian Rebol, administrateur de Coordination SUD, et responsable des questions de financement du développement à Oxfam France.

Coordination SUD appelle le Gouvernement et les députés à rejeter cette proposition.

Contact presse :

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org
01 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 150 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.